COMMUNE DE SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Canton d'Envermeu - Département de la Seine-Maritime

=====

<p style="text-align: center;">COMPTE-RENDU</p> <p style="text-align: center;">DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL</p> <p style="text-align: center;">DU 26 FEVRIER 2016</p>
--

Etaient présents : MM. et Mmes BOUDET, FREMIOT, BERNIER, DACHEUX, DEBOEUF, HEURTAUX-LEGRAND, LECOMTE-LEHMANN, BENOIST, ROUTIER, CALDERIN-GIL, DELABOST

Etaient absents : MM. et Mmes GLATIGNY, CLARYS (pouv à Mme BERNIER), SANTIN, BARA (pouv à M. FREMIOT)

I) COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le compte-rendu de la réunion du 18 décembre 2015.

II) COMPTES ADMINISTRATIFS 2015
--

16-01 Compte Administratif du CCAS

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Christian CALDERIN, doyen de l'assemblée, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2015 dressé par Madame BOUDET Anny, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1°) Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résult rep + Affect		4 609,32
Opérations de l'exercice	257,30	0,00
TOTAUX	257,30	4 609,32
Résultats de clôture		4 352,02

2°) Constate, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion, relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés, à titre budgétaire, des différents comptes;

3°) Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

16-02 Compte Administratif de la Commune

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Christian CALDERIN, doyen de l'assemblée, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2015 dressé par Madame BOUDET Anny, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1°) Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	ou	ou	ou	ou	ou	ou
	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent
Résult rep + Affect		329 982,98	87 081,79			329 982,98
Opérations de l'exercice	425 689,31	627 632,39	179 571,65	149 504,77	605 260,96	777 137,16
TOTAUX	425 689,31	957 615,37	266 653,44	149 504,77	605 260,96	1 107 120,14
Résultats de clôture		531 926,06		-117 148,67		414 777,39
Restes à réaliser			81 000,00	57 000,00		

2°) Constate, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion, relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés, à titre budgétaire, des différents comptes;

Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

16-03 Compte Administratif de la Caisse des Ecoles

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Christian CALDERIN, doyen de l'assemblée, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2015 dressé par Madame BOUDET Anny, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1°) Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résult rep + Affect		3 499,45
Opérations de l'exercice	59 638,21	48 405,85
TOTAUX	59 638,21	51 905,30
Résultats de clôture	7 732,91	

2°) Constate, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion, relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés, à titre budgétaire, des différents comptes;

3°) Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

III)

COMPTES DE GESTION 2015

16-04 CCAS

Le Conseil Municipal :

- Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,
- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,
- Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a prescrit de passer dans ses écritures,
 - 1°) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire;
 - 2°) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires;
 - 3°) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;
déclare : que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

16-05 Caisse des Ecoles

Le Conseil Municipal :

- Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,
- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,
- Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a prescrit de passer dans ses écritures,
 - 4°) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire;
 - 5°) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires;
 - 6°) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;
déclare : que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

16-06 Commune

Le Conseil Municipal :

- Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,
- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,
- Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a prescrit de passer dans ses écritures,
 - 7°) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire;
 - 8°) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires;
 - 9°) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;
déclare : que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

IV)

DECISIONS BUDGETAIRES

16-07- Affectation du résultat CCAS

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

statuant sur l'affectation des résultats de l'exercice 2015,

constatant que le compte administratif présente :
un excédent de 4 352,02 € en section de fonctionnement,

Le Conseil Municipal décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :

- Affectation de la somme de 4 352,02 €
en excédent reporté à la section de fonctionnement,
compte 002 du budget primitif de l'exercice 2016.

16-08 Affectation du résultat Commune

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

Statuant sur l'affectation des résultats de l'exercice 2015 ;

Constatant que le compte administratif présente :

- un excédent de 531 926,06 € en section de fonctionnement
- un déficit de 117 148,67 € en section d'investissement,
- des restes à réaliser s'élevant à 81 000 € en dépenses
et à 57 000 € en recettes,

Le Conseil Municipal décide d'affecter les résultats suivants :

En section d'investissement

- Reprise de la somme de 117 148,67 € en déficit reporté au compte 001.
- Affectation de la somme de 141 148,67 € au compte 1068.

En section de fonctionnement

- Affectation de la somme de 390 777,39 € en excédent reporté au compte 002.

16-09 Subvention de fonctionnement aux associations

Sur proposition du Maire, le Conseil Municipal décide d'allouer les subventions de fonctionnement suivantes, pour l'exercice 2016 :

Associations communales :

- Anciens Combattants :	490 €
- A.P.E.D.E :	490 €
- Club de l'Amitié :	490 €
- Coopérative Scolaire :	490 €
- Gymnastique Volontaire :	490 €
- SAUFC :	1 650 €
- SNVV :	150 €
- AVCA :	150 €
- Association de Défense et de Sauvegarde Des deux Vallées Varenne et Béthune	150 €

Autres associations :

- Association Jubilé :	100 €
- Comité de Jumelage :	250 €

Ces sommes sont inscrites au budget primitif de l'exercice 2016.

16-10 Subvention à la SPA de Dieppe

Le Maire propose au Conseil municipal de reconduire l'aide financière à la SPA de Dieppe sur les mêmes bases que celles acceptées en 2015, à savoir 1 € par habitant.

En contrepartie, la SPA de Dieppe prend en charge les animaux errant sur le territoire communal.

Le Conseil Municipal :

- Décide de reconduire en 2016 le partenariat avec la SPA de Dieppe,
- Décide d'allouer, comme en 2015, une subvention sur la base de 1 € par habitant, soit 911 €. Cette somme sera inscrite au budget de l'exercice 2016.

16-11 Bourse scolaire

Le Maire propose au Conseil Municipal de reconduire l'attribution d'une bourse scolaire à chacun des enfants de la commune fréquentant un collège ou un lycée public ou assimilé, ceci dans la limite de la scolarité obligatoire.

Le Conseil Municipal

- Retient cette proposition pour un montant de 40 € par enfant,
- Décide que cette bourse sera versée au représentant légal de l'enfant, sur présentation d'un certificat de scolarité,
- Donne tout pouvoir au Maire pour régler les dépenses qui s'y rapportent.

16-12 Aide financière pour l'A.L.S.H.

Le Maire propose au Conseil municipal :

Pour favoriser l'accès de l'A.L.S.H. communautaire aux enfants de familles nombreuses, une aide complémentaire pourrait être apportée sur les bases suivantes :

- 2^{ème} enfant : 3 € par journée/enfant
- 3^{ème} enfant : 4 € par journée/enfant
- 4^{ème} enfant : 5 € par journée/enfant

Cette aide viendra en déduction de la participation réclamée aux familles et serait versée globalement à la ACMV organisateur du A.L.S.H. en fin de A.L.S.H., sur présentation d'un état de fréquentation des enfants relevant de ce dispositif.

Le Conseil Municipal

- Approuve la proposition qui lui est faite,
- Décide d'allouer une aide complémentaire sur les bases énoncées ci-dessus,
- Donne tout pouvoir au Maire pour réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette décision et régler les dépenses qui s'y rapportent.

16-13 Aide financière à l'antenne d'Envermeu des Restos du Cœur

Le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal la demande du responsable de l'antenne d'Envermeu des Restos du Cœur qui sollicite, comme l'an passé, une aide financière de la commune.

Le Maire propose une participation de la commune à hauteur de 500 € sous forme d'un bon d'achat, à faire valoir au magasin Intermarché de Saint-Nicolas-d'Aliermont, pour la fourniture de denrées alimentaires (hors alcool).

Le Conseil Municipal

- Approuve la proposition,
- Décide d'allouer une aide de 500 € à l'antenne des Restos du Cœur sous la forme mentionnée ci-dessus,
- Donne tout pouvoir au Maire pour la mise en œuvre de cette décision et le règlement de la dépense qui s'y rapporte.

16-14 APEI - Subvention d'aide à l'organisation des « Foulées partagées »

Le Maire expose au Conseil municipal la demande de subvention de l'APEI qui organise au parc « Guy Weber » une épreuve sportive de marche et course, les foulées partagées, le samedi 18 juin 2016.
Cette épreuve a la particularité d'associer, tant au niveau de l'organisation que des participants, personnes valides et handicapées.

Le Conseil municipal

- Reconnaît l'intérêt de soutenir financièrement cette initiative qui contribue à l'animation de la commune.
- Alloue une subvention de 200 € à l'association APEI pour l'organisation de cette manifestation.
- Donne tout pouvoir au Maire pour le versement de cette subvention.

16-15 AVCA – Subvention exceptionnelle

Le Maire informe le Conseil municipal de la demande de la présidente de l'association Varenne Côte d'Albâtre. Suite au vol d'un moteur, l'association AVCA sollicite une subvention communale d'aide pour son remplacement. Compte-tenu du prix d'un moteur neuf, le maire propose d'allouer une subvention de 200 € pour aider l'association.

Le Conseil Municipal

- Décide d'allouer une subvention de 200 € à l'association AVCA,
- Donne tout pouvoir au Maire pour procéder au versement de cette subvention.

16-16 Taxes locales d'imposition 2016

Le Maire propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter la pression fiscale et de reconduire, pour l'année 2016, les mêmes taux d'imposition que pour l'année 2015.

Le Conseil Municipal :

- Approuve la proposition du Maire,
- Adopte, pour l'année 2016, les taux d'imposition communaux suivants :

TH :	11,78
FB :	21,44
FNB :	46,45

16-17 Indemnités de budget et de conseil au receveur municipal

Vu l'article 97 de la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Sur proposition du Maire, le Conseil Municipal :

- Décide de demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil,
- Accorde l'indemnité de conseil au taux de 100% par an, à compter du 01 janvier 2016,
- Précise que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribué à Monsieur PEPIN Georges, Receveur municipal,
- Lui accorde également l'indemnité de confection des documents budgétaires, à compter du 01 janvier 2016.

16-18 Proposition d'acquisition par TDF de la parcelle A691

Le Maire rappelle au conseil municipal le courrier de TDF Direction du Patrimoine qui souhaite acquérir la Parcelle A691 où sont édifiés un pylône et des installations techniques.

TDF a confirmé son offre d'achat de cette parcelle de 200m² à hauteur de 54 000 € payable comptant à la signature de l'acte authentique de vente. Le prix s'entend « net vendeur », c'est-à-dire que les droits de mutation et les frais de notaire sont à la charge exclusive de l'acquéreur. Les frais de bornage et le coût des diagnostics obligatoires sont également pris en charge par TDF. Le Maire propose au Conseil municipal de vendre ce terrain et de concrétiser la transaction sur les bases énoncées ci-dessus.

Le Conseil municipal

- Décide de vendre la parcelle A691 d'environ 200m² au prix de 54 000 € net vendeur, frais de bornage et coût des diagnostics obligatoires pris en charge par TDF,
- Donne tout pouvoir au Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la réalisation de cette transaction.

16-19 Clôture au cimetière

Le Maire expose au conseil municipal que, suite à l'achat de la maison Marchand et à l'agrandissement du cimetière, il est nécessaire de reprendre le décroché du mur du cimetière dans le fond du secteur G afin d'établir un angle droit.

Deux devis sont présentés :

Clôtures TROPARDY	2 378,38 €HT
Clôtures BERRENGER	1 816,50 €HT

Le conseil municipal :

- Reconnaît la nécessité des travaux de clôture au cimetière
- Décide de prolonger la clôture pour fermer totalement l'angle du mur,
- Retient la proposition de l'entreprise Berrenger pour un montant de 1 816,50 €HT soit 2 179,80 €TTC,
- Donne tout pouvoir au maire pour réaliser les travaux et régler les dépenses qui s'y rapportent.

16-20 Location de la salle polyvalente

Le maire rappelle au conseil municipal que la réservation et l'utilisation de la salle polyvalente par les habitants de la commune ou par les extérieurs est subordonnée au versement d'une caution fixée à 610 €, par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Trésor public.

Cette caution ne sera restituée qu'après l'état des lieux sortant et la vérification du matériel et de la vaisselle si aucune dégradation n'est constatée.

Il est demandé également un chèque d'arrhes de 150 € pour la réservation. Aujourd'hui il n'est plus possible de procéder de cette manière.

Le maire propose donc de maintenir le chèque de caution de 610 € en cas de dégradations et de demander un chèque d'acompte de 150 € sur la location à l'ordre du Trésor public qui sera versé à la signature de la réservation de la salle polyvalente. Cet acompte sera encaissé immédiatement et ne pourra être restitué en cas de désistement.

Le conseil municipal approuve la proposition du maire.

16-21 SDE76 - Pose de 9 lanternes source Leds Rue du Pont de Pierre

Le maire présente le projet préparé par le SDE76 pour l'affaire Projet-EP-2015-0-76562-5632 et désigné « rue du Pont de Pierre (version 1.1) » dont le montant prévisionnel s'élève à 13 086,00€ TTC et pour lequel la commune participera à hauteur de 6 316,00€ TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'adopter le projet ci-dessus,
- d'inscrire la dépense d'investissement au budget communal 2016 pour un montant de 6 316€ TTC,
- de demander au SDE76 de programmer ces travaux dès que possible,
- d'autoriser le maire à signer tout acte afférent à ce projet, notamment la convention correspondante à intervenir ultérieurement.

16-22 SDE76 – Pose de 7 armoires de commande d'éclairage public

Le maire présente le projet préparé par le SDE76 pour l'affaire Projet-EP-2015-0-76562-5657 et désigné « Bourg – Mise en conformité des 7 armoires d'éclairage public (version 1.1) » dont le montant prévisionnel s'élève à 13 656,00€ TTC et pour lequel la commune participera à hauteur de 5 346,00€ TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'adopter le projet ci-dessus,
- d'inscrire la dépense d'investissement au budget communal 2016 pour un montant de 5 346 € TTC,
- de demander au SDE76 de programmer ces travaux dès que possible,
- d'autoriser le maire à signer tout acte afférent à ce projet, notamment la convention correspondante à intervenir ultérieurement.

16-23 SDE76 – Renforcement de réseaux et éclairage public rue de la Longue Raie et Route de Blesdal

Le maire présente le projet préparé par le SDE76 pour l'affaire
Projet-Renfo+EP-2015-0-76562-5638 et désigné « Rue de la Longue Raie – Route de Blesdal
(fils nus – 4x12²Cu) (version 1.1) » dont le montant prévisionnel s'élève à 144 432,00€TTC et pour lequel la
commune participera à hauteur de 28 727€TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'adopter le projet ci-dessus,
- d'inscrire la dépense d'investissement au budget communal 2016 pour un montant de 28 727 €TTC,
- de demander au SDE76 de programmer ces travaux dès que possible,
- d'autoriser le maire à signer tout acte afférent à ce projet, notamment la convention correspondante à intervenir ultérieurement.

16-24 Huttiens et pêcheurs Saint-Aubinois – Loyer des étangs communaux

Compte tenu de la stabilité de l'indice de révision du bail des Huttiens et pêcheurs Saint-Aubinois,
le maire propose de laisser le loyer au même tarif que l'an dernier, à savoir 2 472 €

Le Conseil Municipal

- approuve cette proposition,
- dit que ce tarif s'appliquera à compter du 1er janvier 2016,
qu'il sera versé au trésorier municipal en deux versements :
50% au 31 mars
50% au 30 septembre

16-25 Changement de nom de rue « place de l'église »

Madame le maire rappelle que, consécutivement au décès de Christian Pajot, le conseil municipal avait émis
le souhait d'honorer sa mémoire en lui dédiant le nom d'une rue de SAINT-AUBIN-LE-CAUF.

Elle propose de transformer la « Place de l'église » en « Place Christian Pajot ».
Elle ajoute que la seule famille impactée par ce changement se montre très favorable au projet.

Le conseil municipal approuve cette proposition.

La « Place de l'église » deviendra la « Place Christian PAJOT ».

Il fixe la cérémonie d'inauguration au 19 mars 2016 à 11 heures.

16-26 Société de Chasse – Renouvellement du bail

Madame le maire rappelle que le bail octroyant le droit de chasse à la "Société de chasse du Mont Raoult" sur le territoire du bois communal a été signé le 3 janvier 2005 avec effet au 1er avril 2005 pour une durée de onze ans.

Il arrive donc à son terme et doit être renouvelé avec le même preneur s'il en manifeste le souhait.

Le Conseil municipal décide d'autoriser le maire à signer un nouveau bail avec la "Société de chasse du Mont Raoult" aux conditions suivantes :

- Le bail est consenti pour une durée de neuf ans.
- Le loyer annuel est fixé à 3800 euros, indexé chaque année sur l'indice national des fermages.
- La jouissance des espaces et des structures implantées dans le bois est exclusivement réservée aux adhérents de l'association et à leurs invités dans le cadre des activités de l'association. La cabane de chasse communale ne peut être ni sous-louée ni prêtée à titre gracieux à quelque personne physique ou morale que ce soit.
- Les garanties liées à la pression de chasse et la priorité accordée aux demandes d'adhésion des Saint-aubinois y seront indiquées.

Si toutefois la "Société de chasse du Mont Raoult" ne manifestait pas, par écrit, son intention de relouer la chasse sur le bois communal, le Conseil municipal se réserve le droit de l'attribuer à une autre partie ou de procéder à une mise en adjudication.

16-27 Rue du Biffret – Travaux de voirie

Le maire expose au conseil municipal

La rue du Biffret dessert l'impasse du Moulin et le centre pédagogique de l'APEI.
Cette voie est la seule issue pour le centre et de ce fait très sollicitée.

La dernière partie entre l'impasse du Moulin et l'entrée du centre est très abîmée et doit être entièrement reprise pour assurer un accès sécurisé pour les piétons, mini bus et véhicules médicalisés.

La dépense s'élève à 12 776,70 €HT soit 15 332,04 €TTC.

Le conseil municipal

- Reconnaît la nécessité de réaliser les travaux de voirie rue du Biffret.
- Approuve l'estimatif qui en est fait pour un montant de 12 776,70 €HT soit 15 332,04 €TTC.
- Autorise le maire à demander les subventions possibles auprès des autorités compétentes.

16-28 Réfectoire scolaire – Mise en place d'un plafond acoustique

Le maire expose au conseil municipal la situation suivante :

Le nombre croissant d'élèves déjeunant à la cantine scolaire nous a obligés à transformer une salle de classe en réfectoire, garderie le matin et le soir, les travaux d'aménagement ont été réalisés pendant les vacances d'été 2015.

Le volume de cette pièce et la hauteur actuelle sous plafond (4,13m) la rendent très bruyante. Afin d'améliorer Le bien-être des enfants et du personnel, la réalisation d'un plafond acoustique à environ 3 m de hauteur est impératif.

La dépense est estimée à 7 140 €HT soit 7 854 €TTC.

Le conseil municipal

- Reconnaît la nécessité de réaliser un plafond acoustique.
- Approuve l'estimatif qui en est fait pour un montant de 7 140€HT soit 7 854 €TTC.
- Autorise le maire à demander les subventions possibles auprès des autorités compétentes.